

CHSCT du 22 octobre 2021 : déclaration liminaire

« La France a peur », et pas que tous les soirs à 20 heures... Augmentation du gaz, de l'essence, inflation sur les produits de 1^{ère} nécessité et les matières premières, hold-up sur les allocations chômage, casse sur les retraites, fric frac sur les services publics...

Le DG des Finances publiques n'a pas crû bon abonder dignement les revenus stagnants des agents en fin d'année à la DGFIP, le directeur général des Douanes a finalement remballé sa maigre tirelire, la Ministre de la Fonction publique a confirmé en juillet le gel du point d'indice pour 2021 et 2022, en mettant en avant « le coût soi-disant exorbitant de la revalorisation du point d'indice pour un effet modéré sur le pouvoir d'achat des salarié·es » ! Le ministre de l'Éducation, plus social, vient de proposer généreusement 200 euros par an aux étudiants qui travaillent (jusque là parvient à se glisser la prime au mérite).

Les lendemains déchantent. Pas pour tout le monde hein, pour certains très riches ou très multinationaux c'est même un « happy hour » triomphal. On peut, pour employer un terme à la mode, vous spoiler la suite : kicéki va payer la facture de l'argent magique ?

Après une année et demie « open bar » pour les entreprises au travers du plan de relance de 100 milliards, des exonérations fiscales et sociales et des paiements (généreux aussi) du fonds de solidarité, c'est encore le serrage de ceinture pour l'ensemble des fonctionnaires et retraités de la Fonction publique. Il y en a un peu plus, je vous le mets quand même ? Voilà que Macron a annoncé le 12 octobre un nouveau plan de 30 milliards d'euros pour les entreprises, au nom de la « transition énergétique et de l'innovation ». Pour les uns, ça « ruisselle » en circuit fermé, pour les autres c'est chômage, précarité, baisse des allocations chômeurs pour un million de demandeurs d'emplois depuis le 1^{er} octobre. Le prix du gaz a augmenté de 70 % depuis le mois de janvier et le prix de l'essence vient de franchir un record historique. Mais, braves gens, l'objectif est toujours de baisser drastiquement la dépense publique, Graal de tous les économistes au service des politiques libérales depuis des dizaines d'années !

Et tout ça dans un sympathique climat populiste, bien sûr, qui nous évoque la citation d'André Malraux : « Faites attention, quand la démocratie est malade le fascisme vient toujours à son chevet, mais ce n'est jamais pour prendre de ses nouvelles ».

Ne nous méprenons pas, on parle ici de l'argent magique des entreprises, parce que pour ce qui concerne l'État et plus précisément notre administration...

Le projet de loi de finances 2022 prévoit que le ministère des finances est le seul à voir son enveloppe se contracter. L'amour du maillot n'en doutons pas. D'ailleurs, il n'y a qu'à constater avec quelle énergie farouche notre ministre, notre directrice générale ou nos cadres supérieurs défendent la boutique Douane. C'est bien sûr ce corporatisme forcené qui les a amenés à refuser en bloc et sine die l'augmentation générale pourtant modeste, surtout après 12 ans de gel du point d'indice, réclamée par les agents et leur intersyndicale à l'occasion de la saignée du transfert de la fiscalité. Sans nul doute. C'est bien le respect des personnels qui se cache derrière le nouvel arbitraire institutionnalisé des lignes directrices de gestion. Pour sûr.

Nous avons eu l'occasion, M. le Directeur régional des Douanes, de vous interpellé la dernière séance sur la déshérence de notre administration. Moins d'argent, moins d'agents, moins de contrôles, « réorientation » des missions sur un autre cœur de métier, éradication des recettes fiscales... On voudrait tuer la bête qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Tout cela pèse sur les personnels, le moral des services est en berne. C'est bien normal, l'ambiance se tend quand le bateau coule... Cela fait maintenant plusieurs années que les représentants CGT du CHSCT 31 vous alertent sur le moral des agents, nous déclenchons maintenant une alarme. Les agents sont moralement épuisés, par la perte de sens des missions,

par la valse incessante des réformes, par le recul du droit syndical et le monologue social, par le bricolage ou l'impression permanents de n'être que variables d'ajustement. Il y aura des conséquences sur l'ambiance des services, il y en a déjà et nous aurons à en discuter aujourd'hui. Il y aura des conséquences sur la sécurisation des rentrées fiscales, il y en a déjà. Il y aura des conséquences sur les missions de protection des citoyens. Vous savez quoi ? il y en a déjà.

Excusez-nous si nous nous montrons un poil méfiant devant les « modernisations » de notre maison :

- A la DNSCE, nous l'avons déjà précisé à Madame la directrice, le projet Phèdre présenté aujourd'hui, ne saurait évoluer d'un soulagement (soulagement surtout depuis que la Douane a enfin débloqué sa part du budget...) pour l'ensemble des agents du site à un désenchantement brutal devant des missions en « décroissance » (quel joli terme de novlangue) .

- En surveillance, les changements de paradigme, s'ils ne nous plaisent pas plus que ça s'agissant de mettre l'immigration au cœur du métier, ne peuvent que nous amener à un constat que vous partagerez peut-être : les missions PPF ne sont pas prêtes de s'arrêter, l'Europe a encore besoin des agents des Douanes garde-frontières et est prête à payer pour ça, comme elle le fait depuis des années. Les agents des brigades aéroport méritent, autant que les autres, des conditions de travail décentes, qui ne sont pas réservées aux seuls agents de terrain extérieur.

Mais nous pourrons y revenir lors des questions diverses et nous sommes sûrs que le président du CHSCT défendra bec et ongles le bien-être au travail des agents.

Si c'est à la fin du bal qu'on paye les musiciens, Monsieur le directeur, nous souhaitons juste que la musique ne s'arrête pas tout de suite en Douanes. Ne vous gênez pas pour les rappels, nous pouvons même bien modestement vous effeuiller les partitions.

Concernant la DRFiP, on pourrait malheureusement résumer la situation par : « même combat ». Restructurations « à la toque », 108 postes vacants en attendant les suppressions 2022 à venir, fermetures de services ... Dans l'immense majorité de ces services, contrairement à l'engagement de notre directeur en CTL, on ne parle toujours pas de l'organisation du travail.

Il résulte de cela des organisations délétères et de plus en plus de collègues en grandes difficultés. Deux nouveaux incidents d'une gravité certaine ont été exposés à la direction cette semaine. Dans les deux sites où se sont produits ces événements, la constante est une désorganisation terrible du service, doublée pour l'un d'un abandon total de la DGFIP qui pèse lourdement sur la vie des agents qui y travaillent.

Le suicide d'un de nos collègues est intervenu dans nos services il y a quatre ans, et l'administration a été reconnue responsable à 50 %. A la suite de ce drame, des groupes de travail ont été organisés à la demande de la CGT, pour mettre en œuvre tous les moyens afin que cela ne se reproduise pas. Si la cellule « Conditions de vie au travail » a pris depuis quelques mois la pleine mesure de l'écoute des problématiques qui surviennent dans les services (ce qui était loin d'être le cas à une époque pas si lointaine), on ne peut pas en dire autant de notre directeur qui, jusqu'à ce jour, n'a pas fait preuve de beaucoup de volontarisme dans sa gestion de situations conflictuelles, et particulièrement quand des encadrants supérieurs sont impliqués. Des dérapages récurrents ont eu lieu ces trois dernières années, dont les conséquences auraient pu être mortelles pour des collègues, et, dans tous les cas ont été préjudiciables dans leur vie personnelle quotidienne.

En conséquence, nous demandons solennellement une nouvelle réunion du CHSCT sur cette thématique au niveau de la DRFiP (et bien évidemment, partout où les membres de notre instance, de part et d'autre de la table, la jugeront utile).

Une nouvelle phase NRP intervient début 2022, avec des mouvements d'agents et des aménagements de nouveaux espaces de travail. Comme trop souvent, l'ISST n'est pas associé suffisamment en amont de ces projets, et ce sont ensuite les agents qui non contents de subir ces restructurations qui ont pour seul objectif de supprimer toujours plus d'emplois, voient leurs

conditions de vie au travail détériorées. Nous vous demandons de faire le nécessaire pour que la prévention des risques RPS soit une priorité absolue et qu'à chaque début de projet, l'ISST soit sollicité et réellement associé.

Nous aborderons aussi en questions diverses des points en partie déjà évoqués au cours de CHS-CT précédents : nous avons souvent en réponse le désormais fameux « c'est noté », « on va regarder », et puis rien ne se fait, tout part aux oubliettes... c'est pourquoi nous faisons la proposition d'établir un suivi à chaque instance des sujets en suspens en les mettant à l'ordre du jour.

Enfin, nous attendons les explications de la DRFiP 31 sur la mise en route du chauffage à la Cité administrative. Comme quasiment chaque année, les agents ont travaillé une semaine avec 15 degrés dans les bureaux. Nous vous demandons qu'un calendrier de remise en route du chauffage par site soit communiqué aux représentants des personnels et aux agents. L'instance est d'ores et déjà prévenue que la CGT accompagnera les agents dans un droit de retrait collectif si ces errements venaient à se reproduire.

Au final, la question demeure plus que jamais : que fait-on pour les arrêter, au sommet du pays concernant les orientations économiques et sociales, dans nos directions locales pour ce qui relève de leurs compétences propres, et notamment en matière de conditions d'exploitation de notre force de travail ? La réponse est à déterminer par les salarié.e.s, mais la CGT reste persuadée que c'est par la mobilisation collective, petite ou grande, qu'une issue pourra être trouvée.

Les représentants CGT au CHSCT Finances 31